Communiqué du comité ONG du 15 décembre 2020

Treize nouveaux projets d'ONG financés par l'AFD

Le comité ONG de l'AFD du 15 décembre 2020 a validé l'attribution de plus de quatorze millions d'euros de subventions (14 783 251 €) à treize OSC françaises pour la mise en œuvre de nouveaux projets dont le budget global s'élève à près de 28 millions d'euros (27 996 293 €).

Les domaines d'intervention principaux sont : la protection de l'enfance, l'appui à la jeunesse et à l'insertion professionnelle, la lutte contre les inégalités notamment au Sahel et l'accompagnement du changement social, le développement urbain durable et l'accès à l'énergie, les migrations et le lien avec les diasporas, la lutte contre le sida, ainsi que l'appui au monde associatif et à sa structuration en France, et la sensibilisation à la solidarité internationale.

Projets de terrain

SOS Village d'enfants - Projet ARPEJ « Approche régionale pour la protection de l'enfance et de la jeunesse » - Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo

Avec le programme ARPEJ, SOS Villages d'enfants France contribue à une meilleure prise en compte des droits de l'enfant au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Togo, où les enfants et les moins de 25 ans représentent jusqu'à 65 % de la population totale. En dépit d'un cadre légal et d'une organisation institutionnelle favorable aux droits de l'enfant, de nombreux obstacles persistent notamment en raison d'une faible application et opérationnalisation de la règlementation : la condition des enfants dans ces pays est dégradée. Le programme permet donc de former et d'accompagner l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance (les communautés locales, les acteurs publics et privés et les débiteurs d'obligation des sept zones d'interventions). ARPEJ favorise également la prévention directe des risques et la protection des filles et garçons vulnérables.

Le programme est mis en place avec trois OSC partenaires dans les pays ; elles disposent d'une expérience solide dans la protection de l'enfance, la promotion des droits de l'enfant en milieu communautaire et l'accompagnement des familles les plus vulnérables. Le programme permet d'alimenter un échange sur leurs expériences respectives et complémentaires : mise en place de systèmes de solidarité communautaires (Burkina Faso, Togo), diversification des options de prise en charge alternative des enfants (Côte d'Ivoire, Togo), plaidoyer (Togo).

Equilibre et Population est également partenaire du projet, en charge de l'approche genre du programme. L'approche genre est un enjeu déterminant dans la réussite de projets et de mesures de protection de l'enfance, en particulier auprès des communautés et de l'ensemble des organisations privées et publiques locales encore trop fortement guidées par des croyances culturelles et religieuses profondément ancrées.

Le montant global du projet s'élève à 3 835 000 €. Le cofinancement accordé par l'AFD est de 2,3 M€, soit 60 % du montant total.

ASMAE - Promotion des droits à l'éducation, la protection et l'autonomisation des jeunes - Burkina-Faso, Madagascar, Liban, Égypte, Philippines

Le programme d'ASMAE vise à améliorer les conditions de vie de jeunes âgés de 10 à 22 ans dans cinq pays : le Burkina Faso, Madagascar, le Liban, l'Égypte et les Philippines. Il a pour objectif de promouvoir les droits à l'éducation, à la protection et l'autonomisation de jeunes de ces 5 pays, en appuyant et renforçant leurs capacités comme celles des partenaires locaux qui les accompagnent.

Le programme contribue à améliorer l'accès des jeunes (garçons et filles de 10 à 22 ans) à une scolarité et à des formations professionnelles adaptées, avec un accompagnement de qualité tout au long de leurs parcours. Il propose aux jeunes en situation de vulnérabilité un accompagnement personnalisé et un soutien adapté tout au long de leur parcours vers l'emploi. Par ailleurs, le projet souhaite promouvoir un environnement protecteur, sensible aux inégalités de genre, qui s'appuie sur des activités de prévention développées avec les jeunes, à destination de leurs familles et de la communauté dans son ensemble. Enfin, le programme prévoit de renforcer le rôle des professionnels de l'éducation et de la protection dans l'identification, l'accompagnement et, le cas échéant, le référencement des jeunes vers les services et systèmes de prise en charge compétents. De manière plus générale, il s'agit d'accompagner les jeunes et groupes de jeunes afin de favoriser leur autonomisation et promouvoir de futurs citoyens engagés au sein de leurs communautés.

Les propositions d'accompagnement sont adaptées à chacun des pays du programme. Au Burkina Faso et en Égypte, l'accent est mis sur l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les établissements et centres scolaires ciblés, alors qu'au Liban et à Madagascar, ce sont certains dispositifs d'insertion professionnelle qui seront renforcés.

Le programme permet d'accompagner directement 8 153 jeunes (4153 filles et 4000 garçons) âgés de 10 à 22 ans des cinq pays d'intervention.

Le montant global du projet s'élève à 2 166 667 €. Le cofinancement accordé par l'AFD est de 1,3 M€, soit 60 % du montant total.

Frères des Hommes - Former pour transformer - Sénégal, Rwanda, République démocratique du Congo, Haïti, Pérou, France (phase 2)

Le programme « Former pour transformer » vise à renforcer les organisations de la société civile et à mobiliser les populations dans cinq pays du Sud, le Sénégal, le Rwanda, la RDC, Haïti et le Pérou, pour qu'elles contribuent à la transformation durable de la société. Il rassemble sept organisations locales et deux organisations françaises et se décline en trois niveaux :

- Un appui aux populations et aux acteurs dans les pays, au travers de projets participatifs contribuant aux ODD, comme par exemple un appui aux paysans du Sénégal, la mobilisation des femmes artisanes en RDC ou encore des femmes des quartiers défavorisés au Pérou ;
- Un accompagnement dédié aux organisations de la société civile locale ;
- L'animation d'un collectif d'acteurs de la société civile engagés pour le changement social.

Le programme traite en particulier des thématiques suivantes : agriculture paysanne et pratiques agro-écologiques, artisanat informel et entrepreneuriat féminin, insertion socioprofessionnelle de jeunes déscolarisés, lutte contre les inégalités femmes-hommes, participation citoyenne, préservation de l'environnement.

Le projet appuie directement dix organisations, 182 professionnels, 3 196 femmes, hommes et jeunes, et quatre-vingt collectifs de base accompagnés dans le cadre des projets terrain.

La subvention de l'AFD est de 1 500 000 euros, représentant 59,3 % du budget global d'un montant de 2 527 850 euros.

GRDR - Maîtrise et adaptation des villes intermédiaires de la moyenne vallée du fleuve Sénégal - Mauritanie, Sénégal

Le programme « Maîtrise et adaptation des villes intermédiaires de la moyenne vallée du fleuve Sénégal (MAVIL) » vise à accompagner la transition urbaine de sept villes de la moyenne vallée du fleuve Sénégal (MVFS), dans deux pays (Mauritanie, Niger), en réponse aux défis démographiques, sociaux et climatiques. Le programme cherche à favoriser l'émergence de villes attractives, accueillantes, accessibles et résilientes. Pour cela, il combine la production d'outils territoriaux d'aide à la décision, des appuis à la maîtrise d'ouvrage des villes et des formations sur les enjeux de leur territoire, en particulier la croissance urbaine et l'adaptation aux changements climatiques. Le projet permet également d'améliorer l'accès aux services essentiels, via des micro-projets urbains à fort impact social. Enfin, il offre un accompagnement dédié aux opérateurs économiques. En complément, la mise en

place d'un réseau de villes contribue à la structuration d'un plaidoyer, à l'échelle régionale, nationale et internationale, en faveur d'une meilleure prise en compte des enjeux des villes intermédiaires de la MVFS.

Les collectivités territoriales, les agences régionales de développement et les services techniques régionaux sont partenaires de ce projet. La société civile locale est largement impliquée, notamment via les comités de développement de quartier, les associations culturelles et sportives, les associations de protection de l'environnement, les associations de jeunes et les organisations de solidarité internationale issues de l'immigration des territoires concernés.

Le projet bénéficiera à 1 320 000 personnes, citoyens des sept collectivités accompagnées.

Ce projet de 3 ans s'inscrit dans une dynamique de plus long terme pour accompagner ces collectivités locales vers des modèles de développement durable et participatif. Le budget total de la convention programme est de 2 500 000 euros ; la subvention de l'AFD est de 1 500 000 euros, soit 60 % du total.

ATIA - Consolidation et développement d'un réseau d'institutions de microfinance inclusives à Madagascar

Ce projet propose de renforcer l'accès aux services bancaires et financiers de 38 000 ménages précaires à Madagascar pour promouvoir et soutenir le développement d'activités génératrices de revenus, notamment. Le projet se déroule dans les communes rurales excentrées de six régions sur l'île.

Il accompagne la structuration du réseau partenaire d'institutions de microfinances (IMF) malgaches sur l'adaptation au changement climatique. Il permet d'améliorer et d'étendre l'accès à l'offre de services et d'accompagnement financiers pour les plus vulnérables. Il cible quatre régions où sont implantées les IMF Vahatra, Mampita et Sahi (Boeny, Vakinankaratra, Itasy, Vatovavy-Fitovinany) et deux régions supplémentaires (Sofia et Amoron'i Mania). Ce projet associe des partenaires associatifs malgaches et français pour les volets de formation et de renforcement des capacités. Avec ce projet, 152 000 personnes devraient accéder aux services des IMF.

Ce réseau est soutenu par ATIA depuis plusieurs années, notamment en appui aux services socio-économiques proposés par les IMF (éducation financière, mutuelle de santé, accompagnement familial…). Les IMF prêtent une attention particulière au financement de micro-projets portés par des femmes. En 2018, les trois IMF partenaires ont soutenu 16 115 micro-entrepreneurs, dont 70 % de femmes.

Ce nouveau projet de 3 ans s'inscrit dans une dynamique de plus long terme pour accompagner ces IMF spécialisées dans le soutien des ménages vulnérables vers l'autonomisation technique et financière.

Le budget du projet s'élève à 2 540 310 euros ; l'AFD a accordé une subvention de 800 000 euros (soit 31 % du budget).

Oxfam France – Renforcement des bonnes pratiques et des mobilisations citoyennes en faveur de politiques publiques adaptées à la réduction des inégalités au Sahel - multi-pays

Le projet a pour objectif de renforcer le dialogue et la collaboration entre les OSC et les États, et de favoriser la lutte contre les inégalités au Burkina Faso, au Niger, au Tchad et au Sénégal.

Le projet propose d'accompagner les acteurs publics et la société civile au Sahel dans leur compréhension des inégalités, et de les doter de moyens d'action. Il soutient la société civile des quatre pays dans sa capacité de dialogue, d'interaction et de contrôle des politiques publiques. Il s'organise en trois axes : renforcer la collaboration entre les OSC et les autorités locales pour améliorer l'accès aux services essentiels ; accompagner la société civile pour un débat démocratique sur les finances publiques, une demande de redevabilité accrue et une meilleure utilisation des ressources publiques, et augmenter la participation des femmes et des jeunes dans un environnement civique plus favorable.

Le projet est aussi décliné à l'échelle régionale ouest-africaine pour porter auprès des acteurs régionaux (G5, CEDEAO) et internationaux un plaidoyer sur l'accès aux services de base, sur la sécurisation de l'espace civique, pour des politiques fiscales justes ou encore sur la place des femmes et des jeunes dans le débat public. Un volet en France intègre également du plaidoyer et des campagnes destinées aux citoyens français et aux acteurs de la coopération (parlementaires, institutions).

Le projet est mis en œuvre avec 14 organisations locales, partenaires historiques d'Oxfam.

Le montant total du projet s'élève à 5 833 359 euros. Le cofinancement accordé par l'AFD est de 3,5M€, soit 60 % du montant total.

Entrepreneurs du monde (EdM) – Promouvoir l'accès à l'énergie domestique et productive pour les plus démunis (phase 3)

Ce projet permet à 96 000 familles vulnérables et en situation de précarité énergétique d'avoir accès à des solutions énergétiques performantes et abordables, d'améliorer leurs conditions de vie et de développer l'économie locale, tout en préservant l'environnement. Le projet se déroule au Burkina Faso, en Haïti, au Togo, aux Philippines et au Cambodge.

Entrepreneurs du Monde (EdM) soutient cinq programmes : Nafa Naana au Burkina Faso, Palmis Enèji en Haïti, Mivo Energie au Togo, Pteah Baitong au Cambodge et Até Co aux Philippines, qui deviendront à terme des entreprises sociales autonomes et viables. Avec l'appui d'EdM, ces programmes ont développé une offre d'équipements de cuisson et d'éclairage propres, des mini-réseaux électriques, associés à des réseaux de micro-entreprises franchisées assurant la distribution « au dernier kilomètre », ainsi qu'une offre de formation et de services financiers adaptés.

Pour cette dernière phase, EdM s'est fixé trois objectifs. Tout d'abord, élargir l'offre de service énergétique pour répondre aux besoins des micro-entrepreneurs (énergie productive) : pompes solaires pour l'irrigation de surface, foyers améliorés de grande taille, moulins à céréales, incubateurs, etc. Ensuite, le projet propose d'accroitre les types de financements adaptés aux différents besoins des professionnels et des ménages, et d'étendre les circuits de distribution pour faciliter l'accès aux équipements énergétiques. Enfin, EDM continuera à appuyer les programmes partenaires dans la perspective de leur autonomisation institutionnelle, opérationnelle et financière.

Le budget du projet s'élève à 2 731 154 euros ; l'AFD a accordé une subvention de 900 000 euros (soit 33 % du budget).

Forum Refugiés Cosi - Organisations de la société civile – Migrations (ORMI)

Face à l'essor de la migration de jeunes Guinéens, aux difficultés des autorités guinéennes à traiter du sujet, et au besoin de concertation des associations et collectivités françaises en charge de leur accueil, le projet ORMI propose d'intervenir en Guinée et en France et d'accompagner la société civile dans les réponses qu'elle apporte à la migration des jeunes guinéens.

Le projet est porté par Forum Réfugiés Cosi, en partenariat avec le Réseau Afrique Jeunesse de Guinée (RAJ-GUI). Trois associations françaises bénéficieront également d'un soutien financier pour l'insertion de jeunes Guinéens.

Principalement mis en œuvre à Mamou, en Guinée, et dans la métropole de Lyon, le projet vise trois changements rendus possible par une plus grande collaboration entre acteurs :

- En Guinée, une meilleure structuration et implication des OSC guinéennes sur la migration des jeunes en concertation avec les autorités.
- En France, un plus grand dialogue entre collectivités et associations en vue de faire émerger des réponses nouvelles et améliorées pour la prise en charge des jeunes.
- Dans les deux pays, l'accompagnement d'alternatives à la migration via l'insertion sociale et professionnelle des jeunes guinéens et une meilleure connaissance et compréhension de leurs parcours migratoires.

Ce projet bénéficiera directement à 1000 jeunes guinéens dont 150 seront accompagnés et orientés vers une formation professionnelle et un emploi. Il impliquera 20 OSC guinéennes, les autorités locales de Mamou, une dizaine de collectivités françaises et autant d'associations françaises.

La subvention accordée par l'AFD est de 348 251 €, soit 50 % du budget total du projet de 696 502 €

Institut Belleville - Soutenir l'action syndicale en matière économique et sociale pour favoriser le travail décent en Afrique de l'Ouest (phase 3)

Le projet permet d'accompagner les organisations syndicales dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et d'accroître leur influence et leur capacité d'action ; cela contribue à améliorer la prise en compte des travailleur et travailleuses dans les politiques économiques et sociales. Il s'agit de la dernière phase du projet.

Le projet appuie depuis huit ans des comités d'analyse et de recherche syndicale - connus sous le nom de CARES – dans chacun des pays d'intervention. Ces CARES sont composés de responsables syndicaux, issus de différentes organisations syndicales. Ils sont formés et accompagnés dans la réalisation de travaux de recherche qui permettent d'alimenter le dialogue et les négociations de leurs syndicats avec les pouvoirs publics.

La phase 3 de ce projet vise :

- L'augmentation de la capacité de recherche économique et sociale et de plaidoyer de 120 responsables syndicaux (dont 40% de femmes) sur deux thématiques : l'extension de la protection sociale à l'économie informelle, et l'analyse du budget de l'Etat.
- L'évolution des politiques publiques grâce au plaidoyer mené par les organisations syndicales sur la base des travaux des CARES (au moins 4 évolutions de politiques /engagements publics auxquels les CARES ont contribué sont constatées).
- L'internalisation irréversible de la recherche dans le fonctionnement des syndicats
- Le développement de l'action conjointe et intersyndicale au niveau régional

Cette troisième phase est portée par deux membres de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) : la CFDT au travers de l'Institut Belleville, et la branche Afrique de la CSI, dite CSI-Afrique. Mille personnes bénéficieront directement des activités du projet (syndicalistes, autres acteurs et actrices de la société civile, représentants d'institutions publiques), dans huit pays d'Afrique francophone (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger, Sénégal, Togo)

La subvention accordée par l'AFD est de 275 000€ soit 37 % du montant total du budget de 745 920 €.

AIDES - Projet CARHAIBES : Communautés et acteurs intermédiaires en République dominicaine et en Haïti, alliés pour une meilleure inclusion des populations-clés favorisant la baisse de l'exposition au VIH/sida

AIDES et ses deux partenaires locaux visent avec ce projet à renforcer les droits, l'information et l'inclusion de populations précarisées, discriminées et hautement exposées au VIH/sida (LGBT, travailleurs et travailleuses du sexe, usagers de drogues injectables, migrants…), dites « populations-clés », en Haïti et en République dominicaine. Il consiste à renforcer le plaidoyer communautaire permettant d'obtenir des changements durables de cadre légal, de politiques publiques et de

pratiques sanitaires et sociales. Ces évolutions permettront *in fine* d'améliorer les droits et l'accès des populations cibles à la prévention et au traitement du VIH/sida. Le projet s'articule autour de trois modalités d'action :

- Renforcement des acteurs communautaires : formation de chargés de mobilisation, focus groupes et ateliers, réalisation et diffusion d'outils de sensibilisation sur les droits, appui juridique, mise en place d'observatoires…

- Inclusion sociale et réduction de la discrimination : enquêtes testing sur les pratiques de discrimination, sensibilisation des personnels soignants, campagnes de communication grand public, relations médias…

- Plaidoyer : recrutement et formation de chargés de plaidoyer pour les OSC partenaires, dialogue avec les autorités sanitaires, portage des revendications des populations-clés dans les instances nationales et internationales…

Près de 1 700 personnes issues des populations-clés bénéficieront directement des actions du projet. Indirectement, l'ensemble des personnes des populations-clés en Haïti et en République dominicaine devraient bénéficier à terme des retombées du projet, en termes de droits et d'accès à la prévention et aux soins.

La subvention accordée par l'AFD est de 560 000 euros sur trois ans, soit 50 % du budget qui s'élève à 1 120 000 euros.

Initiative Développement - Dispositifs innovants et intégrés d'implication des acteurs et de renforcement des organisations – phase 2 (DIARO 2)

Avec le programme DIARO (« Dispositifs innovants et intégrés d'implication des acteurs et de renforcement des organisations »), Initiative Développement propose de nouvelles méthodes dites de « renforcement des capacités » et d'accompagnement au changement, pour renforcer l'autonomie des acteurs de la société civile. DIARO expérimente des méthodes qui permettent de structurer le fonctionnement de ces organisations, de renforcer leur autonomie, et qui leur permettent de porter elles-mêmes les dynamiques collectives dont elles ont besoin ; ces méthodes génèrent *in fine* des changements sociaux positifs et porteurs. DIARO s'appuie sur deux méthodes : le renforcement organisationnel et institutionnel et l'approche orientée changement.

Après une première phase et des résultats positifs, DIARO 2 poursuit la recherche-action pour valider et consolider les méthodes. Pour ce faire, ID diversifie les projets servant de cadre d'expérimentation ainsi que les types d'acteurs et les thématiques (santé, assainissement, participation citoyenne, et protection des ressources naturelles). Le projet prévoit aussi un important volet dédié à la capitalisation et à l'essaimage auprès des acteurs de la solidarité internationale et de l'ECSI du Nord et du Sud.

Le programme est déployé dans cinq pays (Tchad, Sénégal, Congo, Haïti et Madagascar) et touche 36 organisations de la société civile du Nord et du Sud.

Avec un budget total de 726 345 €, dont une subvention de 430 000 € accordée par l'AFD (soit 60 %), le projet est prévu pour 36 mois à compter de juillet 2020.

Intérêt général

KURIOZ - Agir en citoyens pour les transitions et les Objectifs de développement durable (ACT'ODD)

ACT'ODD s'inscrit dans la suite d'un projet de sensibilisation des jeunes aux ODD, porté depuis 2017 par l'association d'éducation populaire Kurioz. Il permet à sept associations d'ECSI partenaires de Kurioz de mettre en commun leurs compétences et leurs moyens pour accompagner les jeunes à s'engager et à agir pour l'atteinte des ODD et en faveur des transitions ; ils poursuivent la mise en commun de leurs expertises et de leurs moyens pour les améliorer et s'adapter à de nouveaux publics. Concrètement le projet permet la mise à jour des treize outils pédagogiques déjà créés, d'animer des séances de sensibilisation à la solidarité internationale dans six régions de France, mais aussi d'évaluer leurs méthodes d'animation et de les confronter à celles d'acteurs éducatifs internationaux. Il est prévu aussi de diffuser largement les outils et méthodes du projet aux communautés éducatives françaises, (éducations formelle et informelle) via le site comprendrepouragir.org et des journées de formation.

Au total, le projet prévoit de sensibiliser près de 14 000 personnes aux enjeux de la solidarité internationale.

La subvention apportée par l'AFD est de 370 000 €, soit 56 % du budget total du projet (656 119 €)

FORIM – Appui à la structuration et au renforcement des capacités d'action des OSIM et des réseaux d'OSIM

Le FORIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations) est la plateforme nationale des organisations de migrants en France : il réunit 40 fédérations ou collectifs de diasporas, représentant plus de 1 000 associations. Sa vocation est de représenter, de structurer et de renforcer le milieu associatif issu des migrations. Ce projet est destiné à accompagner, outiller et mettre en œuvre pendant trois ans les activités du FORIM, regroupées en trois catégories :

- Structuration et consolidation du milieu associatif des OSIM (organisations de solidarité internationale issues des migrations) : accompagnement et consolidation des associations membres, études de diasporas, bases de données…

- Renforcement et professionnalisation des OSIM : formations, information, outils de capitalisation, séminaires d'échanges de pratiques…

- Plaidoyer, sensibilisation, communication : il s'agit de faire entendre et représenter la voix des migrants, par des partenariats, des interventions de plaidoyer auprès des acteurs publics, des campagnes d'éducation à la citoyenneté, des actions de communication…

Le projet, qui marquera les 20 ans du FORIM en 2022, est aussi l'occasion de repenser le projet associatif du FORIM et sa stratégie, dans une optique de renouvellement et d'ouverture à de nouveaux acteurs. Au total, plus de 1 000 organisations de migrants et 10 000 personnes physiques membres de ces OSIM seront directement impactées par les actions du programme.

La subvention accordée par l'AFD est de 1 000 000 d'euros pour un projet de trois ans, représentant 59 % du budget, qui s'élève à 1 698 610 euros.